

FORUM DU JOURNAL EL-HIWAR

La dissolution du DRS décryptée
par d'anciens hauts officiers

Les derniers bouleversements opérés au sein du tout-puissant DRS occupent plus que jamais le devant de la scène médiatique et politique. Après avoir été officiellement annoncé samedi par le chef de cabinet de la présidence de la République, M. Ahmed Ouyahia, le sujet a été pour la première fois ouvertement débattu par d'anciens officiers supérieurs de l'ANP lors d'une rencontre organisée par le journal El-Hiwar.

Etaient présents sur le plateau, l'ancien général-major Mdjahed, le colonel Ahmed Adhimi, M. Mohamed Tahar, ancien membre du MALG, mais aussi M. Ahmed Khelfaoui, ancien élément du DRS (dans les renseignements extérieurs) et auteur d'un ouvrage intitulé *Les renseignements enjeu d'une guerre silencieuse*.

Très vite, il apparaît que les invités partagent des avis concordants sur le sujet. Les motifs de cette dissolution sont d'abord analysés par le général-major Mdjahed selon lequel cette disso-

lution est mise sur le compte des évolutions observées sur le plan politique, la révision constitutionnelle en particulier peut livrer, dit-il, des explications sur les véritables intentions de cette évolution.

Prudent, l'intervenant préfère cependant éviter d'utiliser le terme «changements» et analyse le processus en cours comme étant une «modification de l'appellation de la structure dans le cadre d'une séparation des pouvoirs et de l'amélioration de l'organisation et du partage des

tâches imputées aux services». «Le DRS, poursuit-il, retrouve ainsi sa place naturelle».

Le colonel Khelfaoui Mohamed préfère axer son intervention sur les conséquences de cette restructuration qui, selon lui, signe le retrait de l'ANP du champ politique. «Le DRS est composé du renseignement extérieur, intérieur et technique. Décision a été prise d'éloigner la structure de la défense, et de le rapprocher de la présidence, il y a donc changement de prérogatives afin, espérons-le, de rééquilibrer les choses».

Le colonel Ahmed Adhimi dresse un tableau détaillé de la situation. «Les changements en question devaient en fait intervenir il y a longtemps de cela, en 2002 plus exactement, c'est-à-dire à l'heure où l'Algérie sortait d'une guerre terrible contre le terrorisme.

La situation était propice, le pays était prêt à entrer de plain pied dans une nouvelle ère où l'on observerait un retrait définitif de l'ANP du champ politique. Ces changements ont malheureusement eu lieu quinze années après. Il fallait que cela se produise».

Adhimi en donne la raison : «Il fallait rééquilibrer les choses. La situation à nos frontières est très grave, l'Algérie est soumise à une grande convoitise des pays étrangers, or la politisation des services secrets les éloigne de leur prérogative première qui est la défense du pays».

L'intervenant est invité à donner son avis au sujet des conséquences de cette dissolution : «Si le but est de protéger le pays, l'Etat et non pas le régime, alors ce sera une bonne chose. Mais si au contraire l'intention est de fer-

mer le champ politique, de surveiller davantage les opposants, qui sont souvent plus patriotes que d'autres, de museler les libertés alors ce sera une catastrophe».

Les questions fusent. Cette fois, les conférenciers sont invités à donner leur avis sur les événements qui ont précédé et accompagné le processus qui a mené à la dissolution du DRS : la mise à l'écart du général Toufik, tout-puissant patron des services de renseignement durant 25 ans, l'arrestation de généraux...

Le colonel Adhimi est le premier à répondre. «Non, il ne fallait pas que cela se passe de cette manière». M. Mohamed Tahar intervient sur la question : «Je répète ce que j'avais déjà dit il y a longtemps de cela, nul ne peut être au-dessus de la loi».

A. C.

ENTRÉE EN VIGUEUR DES NOUVELLES DISPOSITIONS PORTANT
CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

Ravalement de façade ou vraie révolution ?

Se dirige-t-on vers une réelle indépendance du secteur de la justice, avec l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions portant code de procédure pénale ? L'invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, en sa qualité de représentant du ministère de la Justice, M. Abdelkrim Djadi, était catégorique : «Une véritable révolution est engagée dans le secteur de la justice».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'entrée en vigueur depuis le 23 février des nouvelles dispositions portant code de procédure pénale est plus que jamais au-devant de l'actualité médiatique. Lors de son intervention sur les ondes de la radio nationale, le magistrat Abdelkrim Djadi, représentant du ministère de la Justice et assurant le poste de procureur général près la cour de Guelma, a indiqué que «les nouvelles dispositions contenues dans le code de procédure pénale ainsi que les articles de loi introduits dans le projet de révision de la Constitution sont des points positifs pour la modernisation du secteur de la justice dans notre pays». En guise d'illustration, M. Djadi dira que le juge n'obéit plus, désormais, «qu'à la loi et à sa conscience» pour dire le droit. L'invité de la radio dira également que «tout comme le président du tribunal, l'avocat bénéficie, lui aussi et maintenant, d'arrangements lui permettant d'assurer la défense de ses clients sans craindre d'être l'objet de pressions». «Un barreau fort exerçant pleinement ses droits et devoirs dans le cadre du respect de la loi confortera l'indépendance de la justice», a expliqué le magistrat. Et sur la question de l'indépendance de la justice, le magistrat explique que «par rapport au recours «excessif» du mandat de dépôt, dont il considère qu'il n'était appliqué que dans des conditions «exceptionnelles», il signale que son application ne

sera, «dorénavant, plus dévolue au procureur, mais au juge du siège». «C'est très important comme décision», a-t-il martelé. Sur un autre plan, en l'occurrence celui de la lutte contre la cybercri-

minalité, M. Djadi a indiqué que l'Algérie s'est dotée officiellement d'un Organe national de prévention et de lutte contre les infractions liées aux technologies de l'information et de la communication, selon un décret publié au dernier Journal officiel. La nouvelle autorité est placée sous la responsabilité du ministère de la Justice, dans le cadre de la lutte contre la cybercriminalité. Cet organe national a plusieurs missions dont notamment «la sur-

veillance préventive des communications électroniques en vue de détecter les infractions d'actes terroristes et subversifs et d'atteinte à la sûreté de l'État, sous l'autorité du magistrat compétent et à l'exclusion de tout autre organisme national», précise le texte. A ce propos, M. Djadi a indiqué que «cet organe permettra de lutter contre toutes les infractions liées aux nouvelles technologies de l'information», tout en précisant que «la vie privée des gens est proté-

gée par la loi». Selon lui, «il faut un mandat de perquisition pour s'introduire dans un email». Enfin devant l'«inaptitude de la justice à traiter certaines affaires relevant des émotions», l'intervenant a fait savoir qu'il y a eu institution par le nouveau code de procédure pénale «de tribunaux de médiation, permettant de régler certains contentieux entre justiciables sans, nécessairement, déclencher une action publique ».

A. B.

LE VERDICT DANS L'AFFAIRE SONATRACH 1
ATTENDU POUR CE MARDIY aura-t-il application du nouveau code
de procédure pénale ?

Le verdict de l'affaire Sonatrach 1, dont le procès s'est tenu durant un mois devant le tribunal criminel près la cour d'Alger, sera rendu demain. Mais au-delà de la décision qui sera prononcée par le juge Reggad, une question avait été soulevée par la défense, à savoir «s'il y aura application avec effet rétroactif des dispositions portant nouveau code de procédure pénale» ?

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Pour rappel, le nouveau code de procédure pénale avait été publié dans le Journal officiel en date du 23 juillet 2015. Son application était fixée au 23 janvier dernier, soit six mois après sa publication.

Ainsi, l'une des nouveautés de ce code est la «dépénalisation de l'acte de gestion». Lors de leurs plaidoiries, les avocats de la défense avaient appuyé leur intervention par un argument de taille : «L'absence d'expertise» et par voie de conséquence, «l'inexistence d'un dépôt de plainte de la part de Sonatrach», même si

cette dernière, faut-il le rappeler, s'était constituée partie civile lors du procès de cette affaire. Concernant cette disposition, à savoir «la dépénalisation du crime de gestion», il est indiqué que «désormais, le parquet ne peut plus s'autosaisir dans les affaires de crime de gestion comme le vol, le détournement ou la détérioration de deniers publics ou privés des entreprises publiques et semi-publiques.

«L'article 6 bis du nouveau code de procédure pénale précise que seuls les organes sociaux (assemblées et conseils d'administration) ont le droit de la mise

en mouvement de l'action publique après dépôt de plainte», explique-t-on. C'est dans cette optique, que les avocats des mis en cause dans l'affaire Sonatrach 1, notamment ceux assurant la défense des ex-cadres de la compagnie, ont plaidé l'innocence de leurs clients, estimant «qu'ils n'ont pas commis de faits délictueux».

«L'accusation et la partie civile ne doivent pas considérer tous les accusés comme coupables», avait soutenu le collectif d'avocats de Mohamed Meziane, composé notamment de Miloud Brahimi et Tahar Amer Ouali demandant d'innocenter leur client «accusé sans dépôt de plainte préalable».

Mieux, ils ont rappelé que Sonatrach ne voulait pas se constituer partie civile au début de l'affaire car elle considérait à cette époque qu'elle n'avait pas subi de préjudice. «La société avait même constitué un groupe d'avocats

pour défendre les accusés et aucune plainte n'avait été déposée par les organes sociaux pour justifier les poursuites contre leur client », avait déclaré M^e Brahimi.

Ce dernier dira également que «Sonatrach n'est pas soumise au code des marchés» et que la «loi d'orientation des entreprises publiques de 1988 considère que nul ne peut s'immiscer dans la gestion d'une entreprise en dehors des organes constitués et que même la justice ne peut pas s'arroger ce droit».

Ainsi, la question qui se pose est celle de savoir si «le tribunal criminel appliquera les dispositions du nouveau code de procédure pénale», ou alors les mis en cause ne pourront en bénéficier qu'une fois le verdict sera prononcé et que des pourvois seront introduits auprès de la Cour suprême.

A. B.